

4 Économie

**Projet de réduction du CO2 dans l'aviation internationale
Les Etats désormais armés pour la réduction du CO2**

F.A.
Libreville/Gabon

DÉBUTÉ le 1er novembre à Libreville, le 3e séminaire du projet de réduction des émissions du dioxyde de carbone portant sur le renforcement des capacités des points focaux s'est achevé jeudi dernier. La directrice générale adjointe 2 de l'Agence nationale de l'aviation civile, Solange Ndouna, a clos les travaux, en présence de la représentante de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Jane Hupe, et des participants de quatorze États d'Afrique et des

Caribbes, notamment les dix États membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), le Burkina Faso, le Kenya, Trinité et Tobago, la République Dominicaine et des organisations internationales. Durant ce séminaire, il s'est agi, entres autres, de l'adoption des mesures prévues dans le projet de réduction de dioxyde de carbone et de l'échange d'informations sur les expériences des uns et des autres. L'occasion était donnée aussi de présenter les résultats et de procéder à l'étude des projets pilotes. « Le projet du Gabon est l'amélioration de l'espace



Photo : F.A.

Les officiels lors de la cérémonie de clôture du 3e séminaire du projet de réduction du CO2.

aérien, afin que les opérations soient plus directes. Et, pour d'autres Etats, il y a, soit le projet d'installation de l'énergie renouvelable dans les aéroports, soit l'étude de faisabilité de car-

burant d'aviation durable », a déclaré Mme Hupe. Qui n'a d'ailleurs pas caché sa satisfaction quant à la réussite de ce troisième séminaire.

« Actuellement, nous

sommes à notre troisième objectif. Il y a tous les Etats qui ont déjà soumis leur plan d'actions (...) pour régler le CO2 de l'aviation civile internationale. Ils ont réussi à avoir un système qu'on appelle AES (système environnemental de l'aviation) qui permet de recevoir les données des compagnies aériennes des aéroports. J'ai eu l'occasion de visiter le système implanté ici (au Gabon, ndlr) et cela fonctionne à merveille. Je suis impressionnée par ses résultats », s'est réjouie Jane Hupe.

Les participants ont également exprimé leur satisfaction. « Ces trois jours ont été le résultat d'un long proces-

sus qui a commencé depuis deux ans déjà. Et j'ai constaté le niveau élevé de l'expertise comparé au 1er séminaire où l'on tâtonnait. Nous pensons surtout que les parties prenantes du Gabon (compagnies aériennes, l'Asecna, ...) ont participé et voient mieux le rôle que chacun de nous aura à jouer pour la mise en œuvre de ce plan d'action », a déclaré, Hucke Biteghe, un séminariste gabonais. Au sortir de ce séminaire, les participants sont désormais aptes à mettre en pratique les connaissances acquises. Le prochain séminaire se tiendra en fin d'année, afin d'évaluer les résultats de chaque État.

Trois questions à la directrice de l'Environnement de l'OACI...

...Jane Hupe : " le transport aérien international et national produit à lui seul 2% d'émissions de Co2 dans le monde "

Propos recueillis par F.A.
Libreville/Gabon

L'Union. Madame Hupe, vous êtes directrice de l'Environnement à l'OACI. Quel est l'impact du CO2 sur l'environnement ?

Jane HUPE : le CO2 est un gaz important d'effet de serre. Il contribue au réchauffement climatique et reste pendant environ 100 ans dans l'atmosphère. Il y a donc un effet qui s'accumule et reste là pendant les années.

Quel est le rapport entre le transport aérien et le dioxyde de carbone ?

Vous savez, le transport aérien international et national produit à lui seul 2% d'émissions de dioxyde de carbone dans le monde. Sur le plan national, les déplacements aériens produisent près de 7%. Donc à l'in-

ternational, c'est 1.3%. C'est pourquoi, nous devons déjà prendre des précautions par des mesures qui ont une portée internationale.

Pour l'aviation internationale, nous nous sommes mis d'accord sur le fait qu'il n'y ait pas de croissance de CO2 jusqu'à 2020. Le transport aérien va certes continuer à se développer, ce qui est important, car cela favorise le développement économique dans les échanges commerciaux, de culture et bien d'autres. Mais on ne souhaite pas que cela se fasse avec un impact dans l'environnement. C'est pourquoi, nous avons cet objectif pour le transport aérien international de continuer à se développer, mais sans une croissance après 2020 du carbone. Pour remédier à ce problème, nous avons un tas de mesures agréées côté technologique. Cette année, on a décidé un standard de certification pour les avions qui fera en sorte que tous les avions



Photo : F.A.

La directrice de l'Environnement de l'OACI, Jane Hupe.

qui seront construits après 2020 aient moins d'impact sur l'environnement. On va s'assurer que les meilleures technologies soient à bord de ces engins. C'est la raison de la certification, afin que les nou-

veaux aéronefs aient moins d'impacts sur l'environnement.

Quels sont les progrès de l'OACI concernant le Plan d'actions de réduction des émissions du CO2 ?

Il y a pratiquement quatre (4) éléments dans ce plan d'actions. Premièrement, sur le plan technologique. En effet, si on a une flotte d'avions qui opère dans un pays, s'ils sont neufs et possèdent de nouvelles technologies, ils produisent moins de CO2 que lorsqu'ils sont vieux.

Le deuxième élément est le côté opérationnel. Ici, on aura un projet pilote pour des mesures opérationnelles qui vont apporter de bénéfices pour ce qui est du CO2. Ce sont des mesures opérationnelles pour faciliter le décollage des aéronefs, de manière à ce qu'ils aillent plus directement, au lieu de faire plusieurs détours. Le troisième élément est le carburant alternatif du-

table. C'est un carburant produit avec les matières premières d'origine végétale. Ce qui se passe avec ce type de carburant, c'est que dans son cycle de vie, il y a moins de production de CO2. De nos jours, il y a plus de 5 500 avions qui fonctionnent en utilisant ce type de carburant. Il est important de savoir que ce carburant se différencie des autres par sa production. Mais il joue le même rôle que l'autre genre. Il y a déjà plusieurs types de carburants alternatifs agréés et certifiés. Le dernier élément que nous avons décidé à l'assemblée de l'OACI, en octobre dernier, est une mesure du marché pour la réduction du carburant à un même niveau dans les aviations. Ce système sera mis en place après 2020. Pour cela, nous allons préparer tous les Etats, afin qu'ils soient prêts le moment venu. Déjà, 66 Etats nous ont donné leur accord pour cette mesure de 2020.

Secteur aéroportuaire/ Réduction de gaz à effet de serre

ADL primé à Maputo

Willy NDONG
Libreville/Gabon

L'AÉROPORT de Libreville (ADL), structure privée qui exploite pour le compte de l'Etat les infrastructures de l'aéroport international Léon-Mba de Libreville, a reçu, le 19 octobre dernier, à Maputo (Mozambique), le certificat niveau 2 du programme Airport carbon accreditation (ACA) développé par le très prestigieux Airport council international

(ACI). Pour les responsables d'ADL, « il s'agit d'une reconnaissance internationale qui souligne nos efforts en matière de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre ». Ainsi, l'Aéroport de Libreville se voit honoré pour ses efforts en vue d'inscrire ses différentes activités dans une démarche durable et respectueuse de l'environnement.

Pour le directeur général d'ADL, Jean-Michel Ratron, « le programme ACA dans lequel nous nous sommes engagés comporte 4 niveaux



Photo : Wilfried MBINAH

ADL, vu de l'intérieur. Des efforts en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre récompensés.

d'accréditation, du moins au plus contraignant. Les niveaux 1 et 2 prennent en compte les émissions de gaz à effet de serre sous notre contrôle direct, tandis qu'à partir du niveau 3, l'exploitant d'aéroport doit intégrer les émissions des tiers (assistants en escale, entreprise de catering...) Cette accréditation est le résultat d'un travail de fond et d'une collaboration réussie entre les différents départements de l'entreprise qui fournissent les données permettant d'évaluer notre empreinte carbone.»

Elle permettra, plus encore à ADL, de suivre et de réduire directement ou indirectement les consommations en électricité et en carburant. La récompense de Maputo place l'Aéroport de Libreville au deuxième rang africain, après celui d'Abidjan. S'agissant des perspectives, l'ambition de l'Aéroport de Libreville est de réduire de 10%, d'ici la fin de l'année 2018, ses émissions de gaz à effet de serre et espérer atteindre le niveau 3, grâce à un plan rigoureux de gestion des émissions de CO2.

CHANGEMENTS
COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 03/11/2016

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1093	1USD =	591,219	1 USD	627,436
CAD	1,4840	1CAD =	442,020	1 CAD	465,580
JPY	114,6200	1JPY =	5,723	100 JPY	595,111
GBP	0,9006	1GBP =	728,331	1 GBP	760,481
CHF	1,0855	1CHF =	608,100	100 CHF	63 664,26
ZAR	14,8423	1ZAR =	44,195	100 ZAR	4 595,76
MAD	10,8625	1MAD =	60,387	MAD	62,80
CNY	7,4983	1CNY =	87,481	1CNY	90,11

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	03/11/2016	4420,85
DOW JONES	03/11/2016	18 000,36
BRENT (IPE) US Dollars/Baril		
03 Novembre 2016: 46,64		